



EMPLOI RURAL DÉCENT

OBJECTIF GÉNÉRAL

Multiplier les possibilités d'accès à des emplois agricoles et non agricoles décents pour les pauvres ruraux, en aidant les pays à élaborer et à mettre en œuvre des politiques, des stratégies et des programmes de développement agricole et rural qui traduisent correctement les principes en matière d'emploi décent et qui étendent aux zones rurales l'application des normes internationales du travail.

Plus d'emplois décents en zone rurale sont nécessaires pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale. Les personnes pauvres dépendent du revenu de leur travail, puisqu'il s'agit bien souvent de leur seul actif. Si les emplois ruraux sont rares ou s'ils ne produisent pas un revenu suffisant, l'emploi ne permettra ni l'autonomisation, ni la création de moyens d'existence durables.

L'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre dans le secteur agricole dynamisera la production alimentaire, et plus spécialement celle des petits producteurs. Parallèlement, des emplois mieux rémunérés offriront aux individus un revenu leur permettant de vivre, ce qui améliorera l'accès des personnes pauvres à la nourriture. Par ailleurs, pour que l'emploi réduise la pauvreté rurale, il faut améliorer les conditions de travail, alléger la charge de travail des femmes et donner aux femmes et aux jeunes les moyens de devenir des travailleurs, des producteurs et des entrepreneurs prospères.

Il faut aussi multiplier les possibilités d'emploi non agricole, non seulement en renforçant les chaînes de valeur et en favorisant le développement de l'entreprenariat dans le secteur agricole, mais aussi en permettant la diversification des économies locales. Dans ce processus, la migration demeure un élément essentiel des stratégies de subsistance

des ménages qui visent à réduire autant que possible les risques et à diversifier les revenus des ménages.

La promotion de l'emploi rural doit tenir une place centrale dans le débat général sur la transformation du secteur agricole dans lequel des déficits de travail décent importants empêchent toujours l'avènement d'un développement socioéconomique inclusif.

S'attaquer aux déficits de travail décent dans les zones rurales

La pauvreté rurale est un problème qui s'explique souvent par la mauvaise qualité de l'emploi, en particulier en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, où vivent et travaillent la plupart des personnes pauvres du monde. Dans le monde, près de 80 pour cent des travailleurs pauvres vivant avec moins de 1,25 USD par jour vivent en zone rurale, ce qui correspond à près de 300 millions de personnes. Ce sont généralement des paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance pour leur compte, ou des travailleurs familiaux.

Les marchés du travail ruraux se caractérisent par une forte prévalence de l'informel, par l'exercice d'emplois multiples ou occasionnels et par l'omniprésence d'inégalités entre les sexes et entre les âges. Souvent, les conditions de travail y sont dangereuses, la législation du travail peu appliquée, et l'accès à la protection sociale limité. Les jeunes ruraux étant de plus en plus mobiles, la petite agriculture doit être assez attrayante pour qu'ils restent concernés et pour qu'ils ne tournent pas le dos à l'agriculture.

Par la promotion de l'emploi rural décent, la FAO cherche à aider ses pays membres à améliorer les perspectives d'emploi en milieu rural et à continuer à faire face à la complexification croissante des systèmes mondiaux de production alimentaire et aux conséquences négatives de la crise économique et financière mondiale.



FAIRE LA DIFFÉRENCE

La FAO joue un rôle essentiel dans la promotion de l'emploi rural décent. Son avantage comparatif technique tient au fait qu'elle soutient depuis toujours les moyens d'existence et les institutions rurales, et en particulier les petites exploitations et les emplois agricoles indépendants et informels, qui regroupent la majorité des travailleurs en situation d'insécurité alimentaire.

Plus spécialement, la FAO contribue à rendre le discours sur le développement agricole et rural plus propice à la satisfaction des besoins des jeunes ruraux. Au Malawi, en Tanzanie continentale et à Zanzibar, le modèle d'emploi des jeunes ruraux est devenu une situation gagnant-gagnant pour l'ensemble des institutions et des acteurs participants. Les diplômés des écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes ont fait état d'une amélioration d'au moins 60 pour cent des retombées économiques. Ces jeunes ont en effet une perception plus positive de l'agriculture et n'hésitent plus à saisir les opportunités d'emploi et à se lancer dans des projets d'entreprise dans le secteur. En outre, chaque diplômé a formé, en moyenne, 20 autres jeunes ruraux de son district, créant un effet d'entraînement important.

La FAO cherche aussi à étendre l'application des normes internationales du travail dans les zones rurales. Plus spécialement, elle défend l'idée d'une approche globale visant à cibler les causes profondes du travail des enfants, en particulier dans la petite agriculture familiale. Le développement d'une agriculture et de chaînes de valeur durables – qui implique l'adoption de bonnes pratiques et de technologies agricoles plus sûres – est une approche très prometteuse pour lutter contre le travail dangereux et pour conduire les ménages à moins dépendre du travail des enfants. S'appuyant sur ses réseaux et sur son expertise, la FAO contribue à renforcer la collaboration entre les ministères du travail et les ministères de l'agriculture et à soutenir l'intégration des préoccupations relatives au travail des enfants dans les politiques et les instruments de développement agricole et rural.



DANS LA PRATIQUE

La FAO a développé des connaissances et des outils et a renforcé des capacités pour aider ses pays membres à favoriser l'emploi rural décent. Elle a mis au point, en collaboration avec l'Organisation Internationale du Travail, une approche nationale intégrée. Elle a aidé plusieurs pays, en se concentrant sur les thèmes de travail ci-après:

- **Intégration de l'emploi rural décent dans les politiques et programmes de développement agricole et rural.**
La FAO a élaboré des documents de plaidoyer et d'orientation, tels que le document intitulé «Guidance on How to Address Decent Rural Employment in Fao Country Activities» (2013. <http://www.fao.org/docrep/013/i1937e/i1937e.pdf>), et fournit un appui concret en matière de politiques à certains pays, parmi lesquels le Malawi et la Tanzanie.
- **Défense d'un modèle cohérent visant à la création d'emplois décents pour les jeunes ruraux** Le modèle associe les écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes (<http://www.fao.org/3/a-i4118e.pdf>) et la facilitation des partenariats public-privé en vue d'attirer les jeunes vers le secteur agricole. Il fournit aussi un appui technique pour la conception de vastes programmes pour l'emploi des jeunes dans l'agriculture, par exemple au Nigéria et au Bénin.
- **Renforcement des capacités nationales pour la prévention du travail des enfants dans l'agriculture.**
La FAO joue un rôle de chef de file dans le Partenariat international de coopération sur le travail des enfants dans l'agriculture. Des activités de renforcement des capacités et d'aide aux politiques sont en cours au Malawi, au Mali, au Niger, en Tanzanie, au Cambodge et au Laos.

FAIRE PLUS ET MIEUX

En 2014-2015, la FAO a mis en œuvre son Cadre Stratégique révisé. L'emploi rural décent est une composante de l'Objectif stratégique 3, «réduire la pauvreté rurale» et ceci représente un nouveau chapitre passionnant.

L'expertise et l'appui technique de la FAO en matière d'emploi sont de plus en plus recherchés, que ce soit par les bureaux décentralisés de l'Organisation ou par les pays eux-mêmes. Quelque 62 cadres de programmation par pays de la FAO font explicitement référence à certaines dimensions de l'emploi rural décent.

L'Organisation prévoit une multiplication des demandes visant au renforcement des capacités des pays à traduire les connaissances disponibles et le travail de plaidoyer en cours au niveau mondial en des politiques et programmes nationaux adéquats. Répondre à ces demandes nécessitera des investissements supplémentaires en vue du recueil d'éléments probants pour des solutions axées sur les résultats, adaptées aux régions et aux sous-secteurs, et en vue de l'élaboration et de l'adaptation des méthodes et outils.

Globalement, la FAO doit fortement développer sa capacité générale de soutien afin de pouvoir répondre à cette demande grandissante, de soutenir davantage de pays et d'adopter une approche de l'emploi rural décent qui soit unifiée et cohérente, à l'échelle de l'Organisation.

CONTACTS

Peter Wobst

Responsable de l'exécution
Division de la protection sociale (ESP)
cl: Peter.Wobst@fao.org

Rob Vos

Coordonnateur de l'OS 3
Directeur de la Division de la protection sociale (ESP)
cl: Rob.Vos@fao.org
<http://www.fao.org/about/what-we-do/so3/fr>

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://www.fao.org/about/what-we-do/so3/fr/>